

## Réchauffement de la planète : les coûts d'une politique d'atténuation

Depuis la ratification du protocole de Kyoto par la Russie, le mise en œuvre de celui-ci est devenu un défi pour l'Union Européenne. On ne sait toujours pas comment et si le modèle d'échange des émissions - dont on prévoit la mise en œuvre à partir du 1er janvier 2005 - va pouvoir fonctionner. Reste que si l'Union Européenne ne veut pas perdre la face, il faudra bien faire quelque chose pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Georges Bush a quant à lui été parfaitement clair dans son intention de ne pas suivre le modèle européen de réduction des émissions. Il souhaite plutôt recourir à des incitations fiscales en faveur d'énergies moins polluantes et au principe de liberté.

Les hommes politiques européens savent qu'il est fort possible que l'application du protocole de Kyoto ait un coût immédiat très élevé pour des bénéfices incertains à long terme (si tant est qu'elle aura un impact). C'est pourquoi certains d'entre eux (y compris l'ancien Commissaire chargé de l'énergie Loyola de Palacio, le chancelier allemand Gerhard Schröder et le ministre italien de l'Environnement Altero Matteoli) ont proposé que l'Union européenne soutienne un effort global pour résoudre le réchauffement de la planète, au lieu de mener une politique unilatérale, coûteuse et probablement inefficace<sup>1</sup>.

Cette note traitera des questions suivantes : la politique peut-elle s'attaquer au problème du changement climatique ? Le protocole de Kyoto, est-il un moyen efficace pour y parvenir ? La réponse est non, aux deux questions : la politique européenne en matière de climat est fondée sur une science incertaine, une mauvaise analyse économique et une approche politique biaisée.

### La science du réchauffement climatique

Une coalition d'universitaires, d'organisations non gouvernementales, d'agences internationales et d'Etats s'accorde pour dire que le principal coupable en matière de réchauffement sont les émissions de gaz à effet de serre, engendrées par notre utilisation de sources énergétiques à haute intensité carbonique.

Environ 80% du dioxyde de carbone créé par l'homme provient de la combustion de pétrole, de charbon et de gaz naturel, alors que les 20% restants sont attribués à la déforestation. Or plus de la moitié de ce gaz est absorbée par les océans et les plantes. La teneur en CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère a augmenté de 31% depuis l'époque pré-industrielle - ce qui ne signifie pas pour autant qu'un tel phénomène est dû uniquement ou

même principalement aux activités humaines<sup>2</sup>.

Le climat de la Terre n'est pas une chose simple. En réalité, de nombreux composants sont susceptibles de le réchauffer ou de le refroidir selon les circonstances.

“Les climatologues et les autres scientifiques ne sont pas encore en mesure d'expliquer entièrement comment l'atmosphère se comporte, ni d'évaluer l'impact de composants isolés sur elle.”

Parfois, ils contribuent à réchauffer l'atmosphère, parfois ils agissent dans le sens inverse. Un exemple : la couche d'ozone protège la Terre (c'est-à-dire la refroidit) dans la stratosphère, alors qu'elle a l'effet opposé au niveau de la troposphère. La vapeur d'eau est un gaz à effet de serre, mais lorsque sa concentration dépasse un certain seuil, des nuages se forment qui agissent comme un miroir orienté vers le haut, ce qui reflète les rayons solaires. Bref, "l'effet de la vapeur d'eau dans le contexte est inégal, arbitraire et probablement complètement imprévisible"<sup>3</sup>. Les climatologues et les autres scientifiques ne sont pas encore en mesure d'expliquer entièrement comment l'atmosphère se comporte, ni d'évaluer l'impact de composants isolés sur elle.

Les scientifiques constatent une augmentation de la température moyenne d'environ 0.8 degré depuis le milieu du 19ème siècle<sup>4</sup>. Les mesures effectuées à la surface démontrent que la quasi-totalité de ce réchauffement au cours du 20ème siècle s'est produit pendant deux périodes bien définies : de 1920 à 1945, et depuis 1975.

Les émissions de carbone faites par les humains augmentent depuis la Révolution industrielle et les partisans de scénarios catastrophistes prétendent que ces émissions sont responsables du réchauffement du climat. Or la discontinuité constatée dans le réchauffement au 20ème siècle semble contredire cette explication.

De nombreuses raisons pourraient expliquer pourquoi les observations systématiques sont biaisées et surestimées. D'abord, les stations de mesure sont le plus souvent basées à terre ; ainsi, nous disposons de peu de

<sup>2</sup> Bjørn Lomborg, *The Skeptical Environmentalist. Measuring the Real State of the World* (Cambridge: Cambridge University Press, 2001): 260.

<sup>3</sup> Robin Baker, *Fragile Science. The Reality Behind the Headlines* (London: MacMillan, 2001): 138.

<sup>4</sup> Phil D. Jones et al., "Global and hemispheric temperature anomalies - land and marine instrumental records." In *Trends: A Compendium of Data on Global Change. Carbon Dioxide Information Analysis Center* (Oak Ridge, Tenn.: Oak Ridge National Laboratory, US Department of Energy, 2000),

<http://cdiac.esd.ornl.gov/trends/temp/jonescru/jones.html>; Idem, "Global and hemispheric temperature anomalies - land and marine instrumental records", 2001,

<http://www.cru.uea.ac.uk/cru/data/temperature>.

<sup>1</sup> Cf. Carlo Stagnaro, "Time To Come Clean", *EU Reporter*, 19-23 avril 2004: 4, disponible en ligne: [http://www.eureporter.co.uk/images/LR\\_EUR\\_19Apr04.pdf](http://www.eureporter.co.uk/images/LR_EUR_19Apr04.pdf).

données comparativement sur la température au-dessus des océans. Ensuite, la température est souvent mesurée près des centres urbains qui sont autant de réserves de chaleur<sup>5</sup>, et ces mesures peuvent aussi être influencées par des variables économiques et sociales<sup>6</sup>. En réalité, les observations par satellite ne semblent pas indiquer de variations significatives de la température moyenne de l'atmosphère<sup>7</sup>.

Enfin, nous ne disposons pas de données suffisantes pour comprendre un phénomène aussi complexe que la variation du climat sur une période de plusieurs décennies, et encore moins sur plusieurs siècles.

### Les coûts de Kyoto

Les lobbies qui soutiennent le protocole de Kyoto en Europe ont soigneusement omis d'informer l'opinion publique que la politique d'atténuation a un coût. Le plus souvent, le débat se concentre sur l'urgence de réagir au changement climatique, sans se soucier d'analyser les coûts et bénéfices des différentes stratégies.

Le protocole de Kyoto est un accord qui fait partie intégrante de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques. Il stipule que les membres signataires doivent réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> dans des quantités significatives et précises. Le Protocole se concentre sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre, mais ne s'intéresse pas à ce qui est considéré comme le problème principal, à savoir les concentrations atmosphériques de ces gaz<sup>8</sup>.

En vertu de Kyoto, les pays de l'Union européenne se sont engagés à réduire leurs émissions de 8% par rapport aux niveaux de 1990, et certains d'entre eux visent des cibles encore plus strictes<sup>9</sup>. Les pays pauvres sont exemptés de Kyoto, bien que leurs contributions représentent environ 50% des émissions globales. En 2050, ce volume pourrait atteindre 75% du total<sup>10</sup>. En revanche, exiger des pays en développe-

ment qu'ils mettent en œuvre des réductions similaires à celles des pays riches aurait un impact désastreux sur leurs économies et leur croissance<sup>11</sup>.

D'autre part, l'idée est largement répandue que le protocole de Kyoto ne suffira pas pour empêcher le changement climatique. Pour agir sérieusement contre le réchauffement dont l'humanité est théoriquement responsable, Kyoto ne devrait être que le premier pas dans un assaut qui serait beaucoup plus sévère et impliquerait tous les pays du monde. Un exemple : le IPCC demande une réduction de 60 à 80% des émissions globales afin de stabiliser les concentrations atmosphériques au niveau de 550 parts par million<sup>12</sup>.

Un super-protocole de Kyoto aurait au moins deux conséquences majeures qui n'ont pas été relevées par les groupes de pression en Europe. D'abord, l'utilisation énergétique pour la production alimentaire, la réfrigération, les transports, le chauffage, la production et la climatisation serait considérablement réduite. Or les sources d'énergie peu coûteuses et fiables ont permis aux hommes d'améliorer leur qualité de vie. Les populations, surtout en Europe, seraient amenées à réduire sensiblement leur consommation d'énergie, ce qui signifie une diminution radicale de leur niveau de vie.

Ensuite, un "super-Kyoto" supposerait un mécanisme pour surveiller sa mise en application par la planification, à la charge d'institutions mondiales telles que l'ONU, ce dont beaucoup se méfient. Les pays pauvres verraient probablement dans une telle initiative une espèce d'"impérialisme écologique" s'opposant à leur désir d'améliorer leur niveau de vie par la croissance économique, ce qui suppose une utilisation intensive d'énergie<sup>13</sup>.

"Une estimation de l'impact du protocole de Kyoto sur les économies de l'Europe : le PIB allemand serait réduit de plus de 5%, celui des Pays-Bas de presque 4%, celui de la Grande-Bretagne diminuerait de 4.5% et celui de l'Espagne de 4.8%."

Un communiqué de presse de l'Agence Environnementale Européenne a cependant annoncé qu'en 2003 la plupart des pays de l'Union européenne n'avaient pas atteint leurs objectifs en vertu du protocole de Kyoto<sup>14</sup>. La Grande-Bretagne a déjà mis en œuvre des réductions initiales substantielles en substituant le gaz naturel au charbon, à l'instar de l'Allemagne qui a entrepris de rénover le parc industriel est-allemand depuis la réunification du pays. En revanche, dix des quinze pays membres d'alors ont accru leurs émissions au cours des années 1990.

Selon les projections, les émissions en Europe

<sup>5</sup> Piers Corbyn and Manoucher Golipur, "What is a Global Temperature? The Over-Representation of Temperate and Polar Zones." In John Emsley (editor), *The Global Warming Debate. The Report of the European Science and Environment Forum* (Bournemouth: The European Science and Environment Forum, 1996): 80-86.

<sup>6</sup> Ross McKittrick, "The Influence of Economic Activity on the Measurement of Global Warming", September 2001, <http://www.uoguelph.ca/~rmckitri/research/gdptemp.pdf>.

<sup>7</sup> Roy W. Spencer and John R. Christy, "Precise Monitoring of Global Temperature Trends From Satellite." *Science* 247 (1990): 1558.

<sup>8</sup> "L'objectif du Protocole est de stabiliser les émissions de CO<sub>2</sub>, et non leur concentration atmosphérique (et celle des autres gaz à effet de serre). Même s'il était possible de les stabiliser aux niveaux de 1990, les activités humaines rejetteraient toujours six milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère chaque année. Ce carbone s'accumulerait dans l'atmosphère, ce qui aurait pour effet de doubler les CO<sub>2</sub> au milieu du siècle." Robert C. Balling, Jr., "A climate of uncertainty in the greenhouse century." In Julian Morris (editor), *Sustainable Development*: 156.

<sup>9</sup> *Kyoto Protocol to the United Nations Framework Convention on Climate Change*, 1997, <http://www.cnn.com/SPECIALS/1997/global.warming/stories/treaty>.

<sup>10</sup> Margo Thorning, "Climate Mitigation Policy and US Economic Growth." Congressional Testimony before the Subcommittee on National Economic Growth, Natural Resources, and ->

-> Regulatory Affairs of the House Committee on Government Reform and Oversight, April 23, 1998, <http://www.accf.org/Apr98test.htm>.

<sup>11</sup> Indur M. Goklany, *Economic Growth and the State of Humanity* (Bozeman: Political Economy Research Center, 2001).

<sup>12</sup> IPCC, *Climate Change 2001. Third Assessment Report: Mitigation*, Vol.III (Cambridge: Cambridge University Press, 2001): 150-156.

<sup>13</sup> Voir Barun S. Mitra, "Sustainable energy for the poor", in Kendra Okonski (ed.), *Adapt or Die* (London: Profile Books, 2003): 98-115; Paul K. Driessen, *Eco-Imperialism* (Washington, DC: Free Enterprise Press, 2003).

<sup>14</sup> "EU greenhouse gas emissions rise for second year running", <http://org.eea.eu.int/documents/newsreleases/ghg-2003-en>

augmenteront de 9% jusqu'en 2020, à moins d'assumer des choix politiques dramatiques pour les réduire. Margo Thorning de l'International Council for Capital Formation a fait une estimation de l'impact du protocole de Kyoto sur les économies de l'Europe : le PIB allemand serait réduit de plus de 5%, celui des Pays-Bas de presque 4%, celui de la Grande-Bretagne diminuerait de 4.5% et celui de l'Espagne de 4.8%. Le prix de l'essence augmenterait respectivement de 14, 11, 10 et 18%. Le prix du chauffage domestique serait à tour de rôle 40, 30, 46 et 40% plus cher.<sup>15</sup>

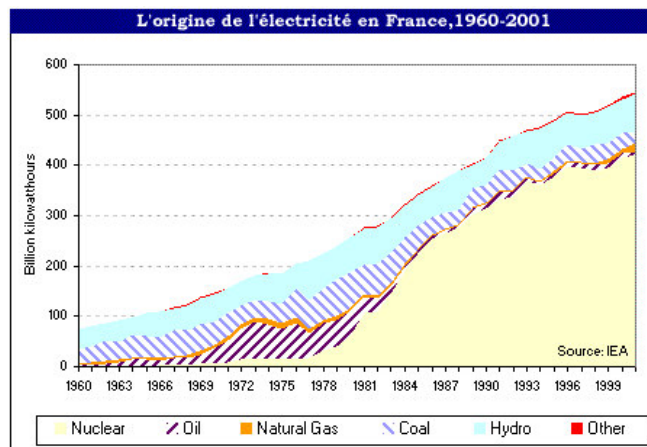
Des estimations similaires ont été effectuées pour l'Italie, mais elles ne s'appliquent pas à la France puisque le système d'énergie italien est très différent (ce dernier s'appuie fortement sur l'importation et ne dispose d'aucune énergie nucléaire). Au niveau global, " le coût total annuel de l'ensemble des problèmes liés au réchauffement s'élève à environ 1.5 à 2% de la production mondiale, soit entre 480 et 640 milliards de dollars"<sup>16</sup>.

Quelles seraient les conséquences pour le citoyen européen ordinaire ? Les consommateurs auraient à supporter des augmentations rapides du coût de la vie - alimentation, biens durables, chauffage et refroidissement, transports - puisque les prix de l'énergie, et non seulement le pétrole et le gaz, seraient plus élevés. Si l'on fixait des limites aux émissions, le coût serait partiellement voire majoritairement supporté par les consommateurs. En dehors des prix plus élevés pour l'énergie, les consommateurs seraient amputés d'une grande partie de leur pouvoir d'achat. Etant donné que la production devrait baisser, de nombreux emplois seraient perdus et le niveau de vie plus faible d'une manière générale.

Ainsi, le coût du protocole de Kyoto est très élevé pour l'Union européenne. Ses bienfaits - l'impact réel qu'aurait la réduction des émissions sur le climat - sont négligeables, en particulier si les plus gros émetteurs (les Etats-Unis et les pays en développement) ne se conformeront pas aux objectifs de Kyoto. Les Européens devraient se demander encore une fois s'ils sont prêts à sacrifier leur bien-être - croissance économique, pouvoir d'achat et emplois - en échange d'un hypothétique ralentissement du réchauffement.

### La France - tour d'horizon

Depuis 20 ans, la France fait partie des plus faibles émetteurs au sein de l'Union européenne. Son niveau d'exploitation de charbon est parmi les plus bas de l'Union, principalement parce qu'elle dépend de l'énergie nucléaire (qui représente près de 80% de sa production énergétique intérieure). La France est responsable d'environ 1.6% des émissions globales de charbon (dont 67% proviennent de la combustion de pétrole, 15.3% du gaz naturel et 11% du charbon)<sup>17</sup>.



La consommation énergétique française va cependant croître dans les prochaines années comme elle l'a fait depuis le milieu de la décennie 1990. Il s'en suit que les émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté et continueront d'augmenter. L'objectif pour Kyoto de la France est de revenir au cours de la première période d'engagement (2008-2012) au niveau de l'année de référence 1990. En 2001, les émissions ont cru de 0.4% ; compte tenu des mesures actuelles, on prévoit une augmentation de 10% jusqu'en 2010<sup>18</sup>.

Alors que la consommation de pétrole a considérablement baissé depuis les années 1970 à cause de la part croissante de l'énergie nucléaire (la part du pétrole dans la consommation d'énergie primaire ayant chuté de 71% en 1973 à 40% en 2001)<sup>19</sup>, la France détient une industrie pétrolière importante qui subirait de plein fouet l'impact de Kyoto et les limitations ultérieures aux émissions à partir de 2012. La multinationale française Total a fusionné avec la société belge Petrofina en 1999 et avec la société française Elf-Aquitaine en 2001. Ces fusions ont créé Total SA, quatrième entreprise du pétrole dans le monde. Qui plus est, la réglementation européenne a obligé les raffineries françaises à se conformer à des normes de plus en plus sévères et de mettre à niveau leurs installations - en partie afin de réduire leurs émissions. Ceci comporte un coût qui est difficile à quantifier ; pourtant, il a été payé par les producteurs, les consommateurs et les contribuables. Il est clair que les Français en sont plus pauvres.

D'après l'Energy Information Administration (USA), "à 38% le pétrole représente toujours la plus grande source énergétique pour la France, suivi de près par l'énergie nucléaire (37%). Le reste se compose de : gaz naturel (14%), hydroélectricité (7%) et charbon (4%), puisque l'effet réuni des sources géothermiques, solaires et éoliennes représente moins d'un pour cent du total"<sup>20</sup>. Ceci signifie qu'au moins un des objectifs de la "Charte de l'Environnement" (approuvée en juin 2003 avec le soutien appuyé de Jacques Chirac) ne sera pas atteint en toute vraisemblance, à savoir l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans la production intérieure

<sup>15</sup> Margo Thorning, *Kyoto Protocol and Beyond: Economic Impacts on EU Countries*, American Council for Capital Formation, 2002, [http://www.accf.org/ACCF\\_KyotoEconImp.pdf](http://www.accf.org/ACCF_KyotoEconImp.pdf).

<sup>16</sup> Bjørn Lomborg, *The Skeptical Environmentalist*: 301.

<sup>17</sup> Energy Information Administration - U.S. Department of Energy, *Country Analysis Brief. France*, <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/france.html>.

<sup>18</sup> European Environment Agency, *Greenhouse gas emission trends and projections in Europe 2003. Summary* (Copenhagen: EEA, 2003): 18.

<sup>19</sup> EIA, *Country Analysis Brief. France*.

<sup>20</sup> *Ibidem*.



### Institut Economique Molinari

rue Luxembourg, 23 bte 1  
1000 Bruxelles  
Belgique  
Tél. +32 2 506 40 06  
Fax +32 2 506 40 09  
e-mail:  
cecile@institutmolinari.org  
www.institutmolinari.org

L'Institut Economique Molinari est un institut de recherche et d'éducation indépendant et sans but lucratif.

L'Institut a pour objet d'entreprendre et stimuler la recherche sur des questions économiques, politiques, culturelles et éthiques. Il veut prendre des initiatives éducatives dans ces domaines.

Reproduction autorisée à condition de mentionner la source.

© Institut Economique Molinari

Printed in Belgium

Design by LEONard

d'énergie. Voire, même si ces dernières devaient s'avérer plus compétitives et attrayantes (soit à cause de progrès improbables, soit grâce à des subventions) leur contribution serait négligeable : cinq ou même dix fois "moins d'un pour cent" ne suffirait toujours pas à en faire une alternative réaliste.

Les subventions et les limites imposées aux émissions sont autant de mesures coûteuses qui freinent la croissance - ne serait-ce que parce qu'elles supposent l'existence de fonds publics, c'est-à-dire des hausses d'impôt. Accroître les fonds publics exige soit d'augmenter les taxes, soit de réduire d'autres dépenses (la troisième voie, l'inflation, n'est plus praticable pour les Etats de l'Union européenne). Dans les deux cas, les Français devront payer davantage à l'Etat, en termes absolus ou relatifs.

La classe politique semble cependant profondément attachée à "sauver l'environnement" comme en témoigne la décision d'inscrire le principe de précaution dans la Constitution<sup>21</sup>. Ce dernier signifie que, lorsqu'on ignore l'avenir (ce qui est toujours le cas), il convient de prévoir le pire comme étant le scénario le plus probable.

Ceci n'a rien de scientifique ; or si telle doit être la règle, on est droit de se demander comment la France va affronter la concurrence mondiale. Un exemple : EDF (entreprise publique dont on vient d'ouvrir le capital aux investisseurs privés) est en train de mettre au point un nouveau réacteur nucléaire (European Pressurized Reactor), mais cherche aussi activement à s'implanter sur des marchés étrangers. Les hommes politiques qui chérissent le principe de précaution, admettront-ils qu'une grande entreprise s'embarque dans des projets potentiellement dangereux ? De plus, l'ancien ministre des Finances Nicolas Sarkozy a déclaré que l'objectif prioritaire est de favoriser la croissance. Celle-ci fut de 0.2% en 2003 contre un espoir de 1.7% en 2004. Cet objectif est-il compatible avec l'application du principe de précaution en matière de changement climatique ? Il incombe aux Français d'y répondre.

“L'objectif prioritaire est de favoriser la croissance. Celle-ci fut de 0.2% en 2003 contre un espoir de 1.7% en 2004. Cet objectif est-il compatible avec l'application du principe de précaution en matière de changement climatique ?”

### Conclusion

En guise de conclusion : nous ne savons pas vraiment ce qui se passe au niveau du climat de la planète, ni pourquoi, ni comment se déroulent ces processus. Aussi il importe d'en appeler à la prudence, quelle que soit la décision à prendre. Décider implique toujours un coût, et ce dernier est souvent négligé, voire ignoré en ce qui concerne la politique environnementale. En réalité, une politique coûteuse entraîne toujours un appauvrissement de la société. A fortiori, une société plus pauvre n'est pas à même de prendre les mesures nécessaires pour affronter les problèmes réels et immédiats (par opposition aux problèmes incertains et lointains).

Comme l'indique Robert Crandall de la Brookings Institution :

"Quel que soit le modèle utilisé, l'ensemble des prévisions concernant le réchauffement climatique ne voient qu'un réchauffement progressif pour les décennies et siècles à venir. Les problèmes supposés de l'impact retardé de l'accumulation passée et future de gaz à effet de serre ne deviennent préoccupants que dans 50 ou 60 ans. Chaque dollar dépensé aujourd'hui afin de les réduire pourrait être investi à un taux de 10% et rendre 150 dollars dans 50 ans. Même à 5% par an, chaque dollar en vaudrait 12 d'ici 50 ans. Aussi faudrait-il être certain que les bénéfices éventuels équivalraient à terme à 12 à 150 fois l'investissement présent. Faute de quoi il vaut mieux ne pas agir, et utiliser nos ressources rares à d'autres fins."<sup>22</sup>

Les Français devraient demander à Jacques Chirac et à ceux qui le soutiennent s'ils ont correctement évalué les coûts et bienfaits du protocole de Kyoto ; et par ailleurs s'ils ont tenu compte des "coûts invisibles" du Protocole, à savoir la perte de libertés économiques. Chaque décision collective signifie une réduction de la liberté individuelle, que l'on soit consommateur ou entrepreneur. Un recul de la liberté est toujours une mauvaise nouvelle, mais elle est particulièrement grave lorsqu'elle résulte d'une approche scientifique erronée, une mauvaise analyse économique et une idéologie onéreuse.

**Carlo Stagnaro\***

<sup>21</sup> "La Constitution s'ouvre à l'environnement", *tf1*, <http://news.tf1.fr/news/sciences/0,,3054096,00.html>

<sup>22</sup> Robert W. Crandall, "Economists and the Global Warming Debate." In Jonathan H. Adler (editor), *The Costs of Kyoto. Climate Change Policy and Its Implications* (Washington, DC: Competitive Enterprise Institute, 1997): 145, [https://secure.cei.org/PDFs/Costs\\_of\\_Kyoto\\_Part4.pdf](https://secure.cei.org/PDFs/Costs_of_Kyoto_Part4.pdf).

\* Carlo Stagnaro est Directeur des études d'écologie de marché à l'Istituto Bruno Leoni ([www.brunoleoni.it](http://www.brunoleoni.it)) et Fellow de l'International Council for Capital Formation ([www.iccglobal.org](http://www.iccglobal.org)). Il est également Fellow de l'International Policy Network ([www.policynetwork.net](http://www.policynetwork.net)). Cet article est fondé sur la contribution de Carlo Stagnaro, "The political economy of climate change", dans Kendra Okonski (réd.), *Adapt or Die : The Science, Politics and Economics of Climate Change* (London : Profile Books, 2003), pp. 202-217.